

COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES  
GENERAL SECRETARIAT

PRESS RELEASE

9721/90 (Presse 173)

Special Council meeting  
AGRICULTURE  
- with the participation of the Ministers for Foreign Trade -  
Brussels, 5 and 6 November 1990

Presidents:

Mr Vito SACCOMANDI

Minister for Agriculture  
of the Italian Republic

Mr Renato RUGGIERO

Minister for Foreign Trade  
of the Italian Republic

5/6.XI.1990

ill/MI/ae

The Governments of the Member States and the Commission of the European Communities were represented as follows:

Belgium:

Mr Paul DE KEERSMAEKER State Secretary for European Affairs  
and Agriculture

Mr Robert GUILLOT-PINGUE Director-General,  
Ministry of Foreign Affairs

Denmark:

Mr Laurits TOERNAES Minister for Agriculture

Mr Nils BERNSTEIN State Secretary for Agriculture

Mr Flemming HEDEGAARD Head of Department,  
Ministry of Foreign Affairs

Germany:

Mr Ignaz KIECHLE Federal Minister for Food, Agriculture  
and Forestry

Mr Helmut HAUSSMANN Federal Minister for Economic Affairs

Mr Walter KITTEL State Secretary, Federal Ministry  
of Food, Agriculture and Forestry

Mr Otto SCHLECHT State Secretary, Federal Ministry  
Foreign Affairs

Greece:

Mr PSILAKIS Secretary-General, Ministry  
of Agriculture

Mr G. THEOPHANOUS Secretary-General, Ministry  
of Trade

Spain:

Mr Carlos ROMERO-HERRERA Minister for Agriculture

Mr RUIZ LIGERO State Secretary for Trade

France:

Mr Louis MERMAZ

Minister for Agriculture

Mr Jean-Marie RAUSCH

Minister for Foreign Trade

Ireland:

Mr Michael O'KENNEDY

Minister for Agriculture and Food

Mr Desmond J. O'MALLEY

Minister for Industry and Commerce

Italy:

Mr Vito SACCOMANDI

Minister for Agriculture

Mr Renato RUGGIERO

Minister for Foreign Trade

Mr Francesco CIMINO

State Secretary for Agriculture and Forestry

Luxembourg:

Mr Georges WOHLFART

State Secretary for Foreign Affairs and Foreign Trade

Netherlands:

Mr Piet BUKMAN

Minister for Agriculture, Nature Conservation and Fisheries

Mr Piet DANKERT

State Secretary for Foreign Affairs

Mrs Yvonne van ROOY

State Secretary for Economic Affairs

Portugal:

Mr Arlindo CUNHA

Minister for Agriculture, Fisheries and Food

Mr NETO DA SILVA

State Secretary for Foreign Trade

5/6.XI.1990

ill/MI/ae

United Kingdom:

Mr John Selwyn GUMMER

Minister of Agriculture, Fisheries  
and Food

Mr Tim SAINSBURY

Minister of State, Department of Trade  
and Industry (Minister for Trade)

•

•

•

Commission:

Mr Frans H.J.J. ANDRIESSEN  
Mr Ray MAC SHARRY

Vice-President  
Member

COMMUNITY OFFER IN THE GATT NEGOTIATIONS ON AGRICULTURE

The Council unanimously adopted the offer to be made by the Community in Geneva in the Uruguay Round negotiations on agriculture. The main element of the offer is a 30% overall reduction over ten years (1986-1996) in agricultural support.

This agreement was reached after very detailed discussions on the basis of the communication submitted by the Commission, to which a number of amendments were made. Furthermore, the Commission undertook to submit in the very near future support measures designed to soften the effect on Community agriculture of the reductions in support which will ensue from the Community offer.

By means of these adjustments the Council and the Commission intended to meet the concern expressed by the various delegations regarding the agricultural situation in the various Member States.

The Community offer is a follow-up to the undertaking given in Punta del Este for substantial progressive reductions in agricultural support and thus enables the Community to participate actively in the final stage of the GATT negotiations.

5/6.XI.1990

ill/MI/ae

GERMAN UNIFICATION - AGRICULTURE SECTOR

The Council approved the Regulation on the transitional measures and adjustments required in the agricultural sector as a result of the integration of the territory of the former German Democratic Republic into the Community and a Regulation temporarily suspending the residual customs duties and other mechanisms provided for by the Act of Accession for certain agricultural products exported from Spain and Portugal to the territory of the former GDR.

These draft texts will be sent to the European Parliament so that, in accordance with the timetable of work adopted by the Presidents of the three institutions on 6 September last, it can complete the consultation procedure on the whole issue of German unification at its November part-session.

The Council intends to adopt a final position on all the Commission's legislative proposals at its meeting on 4 December 1990 so that the transitional measures can enter into force by the end of the year at the latest.

Bruxelles, le 6 novembre 1990.

NOTE BIO (90) 337 AUX BUREAUX NATIONAUX  
cc. aux Membres du Service du Porte-Parole

433

CONSEIL AGRICULTURE/COMMERCE EXTERIEUR (N. Wegter)

Les Ministres de l'agriculture se sont réunis depuis hier après-midi en présence de leurs collègues responsables pour le commerce extérieur afin de définir la position communautaire en ce qui concerne le dossier agriculture dans l'Uruguay Round.

Malgré des efforts intenses, notamment du côté de la Présidence, jusqu'à maintenant, une solution définitive ne se dégage pas, raison pour laquelle la réunion a été suspendue hier soir vers 22 heures pour reprendre ce matin à 10h30. Cette interruption devrait permettre aux délégations, et notamment à la délégation française, de contacter leur capitale afin de trouver finalement une solution de compromis à laquelle toutes les délégations peuvent souscrire.

En effet, il est apparu hier, sur la base d'une discussion en plénière, qu'il subsiste encore des réserves vis-à-vis du texte de la déclaration du Conseil qui a déjà fait l'objet d'une discussion lors de la session précédente du 26 octobre à Luxembourg, et auquel s'est ajoutée une déclaration de la Commission, celle-ci étant le fruit des contacts bilatéraux qui ont eu lieu la semaine dernière à l'occasion du tour des capitales de la Présidence avec des représentants des services de la Commission.

Cette déclaration porte sur trois points qui ont dominé la discussion pour large partie jusqu'ici :

- la préférence communautaire.

A ce sujet la Commission déclare "qu'elle mènera les négociations de manière à assurer qu'à l'avenir une préférence communautaire suffisante sera accordée pour les produits dont le soutien aura été réduit, y compris des produits tels que le lait et le sucre. La Commission estime que le maintien de l'article XI du GATT, libellé de manière appropriée, fait partie intégrante de l'offre communautaire dans le secteur agricole." (L'article XI stipule entre autres que des restrictions en ce qui concerne les importations de produits agricoles peuvent être maintenues dans la mesure où la production de ce type de produits dans la Communauté fait l'objet des restrictions quantitatives).

La délégation française a stipulé qu'elle ne peut pas accepter cette déclaration de la Commission puisqu'elle ne donne pas suffisamment de garanties pour que la préférence communautaire soit bien garantie dans le futur. Pour illustrer ses craintes, elle a saisi le Conseil d'une note explicative qui, d'après cette délégation, démontre clairement que le système de tarification en ce qui concerne les importations futures peut dans certaines conditions déclencher une situation dans laquelle le prix des produits importés seraient inférieurs au prix communautaire.

Hier soir, la Commission a saisi le Conseil d'une note explicative dans laquelle elle a démontré clairement que les craintes formulées par la délégation française ne se justifient pas et que la Commission déclare encore, en complément à sa déclaration sur la préférence communautaire, "qu'elle sera en mesure de veiller effectivement, lors des négociations et dans la formulation du résultat final, à un plein respect de la préférence communautaire en tenant dûment compte des soucis exprimés à cet égard."

Cette note explicative de la Commission n'a pas encore fait l'objet d'un débat en session plénière et il s'agit maintenant d'attendre notamment la réaction de la délégation française en la matière pour pouvoir apprécier l'issue de cette session du Conseil.

- Set-aside.

A ce sujet la Commission déclare que, "conformément aux engagements pris lors du dernier paquet "prix", elle présentera les propositions nécessaires pour assurer un programme plus efficace de mise hors culture dans la Communauté, y compris le programme relatif aux ressources renouvelables".

- Aide aux régions moins favorisées.

La Commission considère "que la mise en oeuvre des résultats de l'Uruguay Round ne devrait pas entraîner une réduction du niveau total de l'aide aux régions moins favorisées."

La position de la délégation française constitue apparemment l'élément crucial étant donné que plusieurs délégations, notamment la délégation allemande et la Présidence, ne veulent pas aboutir à une conclusion définitive en minorisant cette délégation.

Toutefois, ceci ne signifie pas qu'il n'y a pas d'autres réserves enregistrées, par exemple du côté de la délégation espagnole, Irlandaise et autres mais il y existe quand même le sentiment que ces dernières réserves pourraient être levées si une solution satisfaisante était trouvée en ce qui concerne la question de la préférence communautaire. Bien sûr la recherche d'une telle solution est très compliquée du fait que des concessions complémentaires vis-à-vis de Paris risque de provoquer des objections des délégations préconisant des thèses plus libérales, notamment les délégations britannique et néerlandaise.

Les délibérations sont donc maintenant dans une phase extrêmement pénible et il est donc encore incertain si la Communauté aboutira finalement aujourd'hui à une position commune en ce qui concerne un des dossiers-clés de l'Uruguay Round.

Amitiés,

B. Dethomas.

B D M :



Bruxelles, le 6 novembre 1990.

NOTE BIO (90) 337 (Suite 1) AUX BUREAUX NATIONAUX  
cc. aux membres du Service du Porte-Parole

---

**SPECIAL SESSION OF THE COUNCIL: URUGUAY ROUND - AGRICULTURE (J. Cooney)**

Opening the joint session ("Jumbo session) at 16.15 the Italian minister for Agriculture, Mr Saccomandi, said the presidency wished to build on the progress made at the previous Council in Luxembourg on 26 and 27 October. Namely, the Commission proposal and the draft Council statement prepared by the presidency in the light of the concerns of the various delegations.

The Italian minister for Trade, Mr Ruggiero, gave a report on bilateral contacts made by the Commission with several delegations. Mr Ruggiero appealed to the Council to make its decision at this meeting, as time was running out fast and other contracting parties to the GATT were threatening to walk away from the talks in the absence of an offer from the Community. If the Council did not decide at this meeting, it would be open to the accusation of having caused failure of the Uruguay Round.

Echoing to the urgency of the situation, and noting a newspaper report that the American Agriculture Secretary, Mr Clayton Yeutter, was said now to be disposed to a US withdrawal from the GATT talks, the Commissioner responsible for Agriculture, Mr MacSharry, also stressed the importance of a decision. It was now time for the Community to honour the commitments it entered into in 1986 at Punta del Este. The Community should present an agriculture offer that was politically realistic and economically feasible to implement, and to invite the GATT partners to match its substantial offer.

Stressing that for its part the Commission was ready to respond positively to certain concerns of delegations, Mr MacSharry introduced three declarations on behalf of the Commission. He felt that these would satisfy the delegations.

The Italian presidency then suspended the session to allow delegations to consider these statements, and to allow further contacts between the Commission and the presidency. When the Council resumed at 22.30 the Italian presidency proposed that the ministers resume their discussions at 10.30 am today (Tuesday).

Amitiés,

B. DETHOMAS

1

Bruxelles, le 7 novembre 1990.

NOTE BIO(90) 337 (Suite 2) AUX BUREAUX NATIONAUX  
cc. aux membres du Service du Porte-Parole

---

**SPECIAL SESSION OF THE COUNCIL: URUGUAY ROUND - AGRICULTURE (J. Cooney)**

The Commissioner for Agriculture and Rural Development, Mr Ray MacSharry, welcomed as realistic the agreement reached by the Council of Agriculture and Trade ministers on the Community's farm offer to the Gatt negotiations in Geneva.

Mr Mac Sharry observed that in September the Commission unanimously had approved with only minor adjustments his proposals for a 30% reduction in farm support from 1986 to 1996. He also noted that the Council had unanimously approved the Commission proposal with only minor changes.

"This augurs well for a successful outcome of the Uruguay Round", Mr Mac Sharry told a news conference on Tuesday evening after the agreement was reached by the Council at its seventh meeting dealing with the offer.

Asked how many of the Community's 10 million farmers would go bankrupt as a result of reductions in farm support, Mr MacSharry was emphatic that none would.

Mr Mac Sharry said that Council and Commission statements placed particular emphasis on accompanying measures which would be designed to cushion the effect on farmers of cuts arising from the Gatt as well as from ongoing reforms of the common agricultural policy. He expected that the Commission would bring forward its proposed compensatory measures before the end of the year as part of the 1991/92 farm price package.

Mr Mac Sharry stressed that the Community offer was not only realistic but that it was socially and politically possible to implement. He invited the other Gatt participants to match the Community's offer.

The offer of 30% cuts in support would involve credits for the Community regarding reforms already undertaken since 1986. The Community's global and non-discriminatory approach covered tariffication and rebalancing as well as safeguarding Community preference in respect of cheaper imports.

- . There would be no separate undertakings on export subsidies.
- . The Council decided to delete the proposed 8% rate of increase within the rebalancing mechanism.

.../...

The Council amended paragraph 4 of the Commission proposal which now reads:

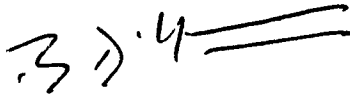
"The Council notes the Commission's undertaking to act, during the negotiations it will be conducting, in such a way as to ensure sufficient Community preference be granted for those Community products having reduced support. In general the Council notes the Commission's undertaking to act in a manner which ensures that the rate of reduction in border protection is not out of line with the rate of reduction in the support price since 1988 or to ensure that a similar balance is achieved through the operation of an appropriately adjusted Article XI of the Gatt".

A declaration by the Commission on Border Protection reads:

"The reduction of support as offered by the Community will provide for a reduction of border protection. However, in order to make the reduction of support more effective, the Community is prepared to transform border protection measures, which are not normal tariff duties, into tariff equivalents (fixed components) under certain conditions as specified in its submission of 20 December 1989. The reduction will be made once a year and by an absolute amount which reflects the incidence of the SMU reduction."(\*)

The Council minutes noted that various aspects of the agreement were to be interpreted in the light of clarifications given by the Commissioner Mac Sharry during the Council sessions.

Amitiés,

Handwritten signature of B. Dethomas, consisting of stylized initials 'B.D.' followed by a horizontal line.

B. DETHOMAS

---

(\*) The other parts concerned by this amendment will be adapted as necessary by the Commission.

Bruxelles, le 7 novembre 1990.

**NOTE BIO (90) 337 (suite 3 et fin) AUX BUREAUX NATIONAUX  
cc. aux Membres du Service du Porte-Parole**

**CONSEIL AGRI/COMMERCE (N. Wegter)**

En complément au texte de M. Cooney, voici les points suivants :

Le résultat du Conseil d'hier est important notamment dans la mesure où il permet maintenant à la Commission de soumettre une position bien définie pour le dossier agricole dans l'Uruguay Round. De ce point de vue, le résultat est certainement très positif puisqu'il était évident que sans une position de la Commission à cet égard dans ce stade des négociations, le risque de compromettre l'issue finale de ces négociations aurait été extrêmement grand.

C'est dans ce sens que le Vice-Président Andriessen s'est exprimé hier à l'occasion de la Conférence de presse qui a suivi la clôture des travaux du Conseil. M. Andriessen a précisé que la position de la Commission telle que définie maintenant constitue une base sérieuse pour entamer de réelles discussions à Genève. Toutefois, il n'a pas caché le fait qu'il y figure certains éléments qui ne faciliteront pas la position de la Commission dans les négociations mais il s'est félicité du fait que la position telle que définie maintenant ait été souscrite à l'unanimité.

Ce matin, US Trade Representative Mrs Hills a rencontré le Vice-Président Andriessen et à cette occasion bien sûr référence a été faite au dossier agricole. Toutefois, il est intéressant de constater que Mme Hills n'a pas profité de cette occasion pour commenter largement la position de la Commission en la matière.

Le rendez-vous a plutôt permis de faire un aperçu global de l'état des négociations dans l'Uruguay Round et ceci pour l'ensemble des dossiers en cause.

Le Vice-Président Andriessen a mis en relief la nécessité de maintenir la globalité en ce qui concerne les différents dossiers en discussion afin de pouvoir ainsi aboutir à des conclusions qui, finalement, tiennent compte des intérêts de toutes les parties concernées, donc y compris les PVD.

En outre, les deux parties ont confirmé leur détermination à finaliser les négociations d'après le calendrier prévu et à cette fin ils ont convenu d'intensifier leurs contacts dans les prochaines semaines pour assurer une coordination appropriée.

Amitiés,  
B. Dethomas

